



Bulletin

UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE ET DE SES RESSOURCES - 1110 MORGES - SUISSE

NOUVELLE SÉRIE VOL. 7 No 4

AVRIL 1976

PUBLIÉ MENSUELLEMENT AVEC L'AIDE FINANCIÈRE DE L'UNESCO ET DU WWF



Commentaires

Habitat et les habitats

Réunis à Vancouver du 31 mai au 11 juin, des gouvernements de monde entier débattent la crise de l'habitat humain — la marée montante des hommes qui quittent une vie rurale pénible pour une vie urbaine sordide. (Voir en dernière page quelques lignes sur Habitat.)

Que les responsables des prises de décisions décident d'endiguer ce flot, de le contenir dans ces réservoirs que sont les mégalo-poles, ou de le détourner vers le canal — encore à bâtir — du développement rural, est d'une importance capitale pour les conservationnistes. Comment résoudre-t-on les problèmes des habitats des plantes et des animaux si nous ne trouvons pas de solutions au problème de l'habitat de l'homme ?

Les paysans qui vont à la ville continuent de dépendre de la campagne, et l'impact de leurs besoins est d'autant plus grand que l'agriculture et l'exploitation des ressources naturelles, privées d'une main-d'œuvre rurale expérimentée, revêt des formes plus destructrices.

De tous les modes de développement formulés jusqu'à présent, l'écodéveloppement (développement qui tire le meilleur parti possible, et de la manière la plus durable, des ressources naturelles locales et de leurs adaptations culturelles locales) est celui qui offre le plus grand espoir d'arriver à concilier la nécessité d'éliminer la pauvreté et la nécessité de conserver le maximum d'espèces et d'habitats.

Cependant, l'écodéveloppement ne peut exister si les populations rurales continuent d'être absorbées par les bidonvilles et les taudis des cités.

Habitat sera pour les conservationnistes une occasion sans pareille de rencontrer des responsables des prises de décisions venus du monde entier et d'insister auprès d'eux pour qu'ils adoptent le point de vue de l'écodéveloppement pour résoudre le problème des établissements humains.

Ce serait fort dommage de manquer cette occasion en adoptant une position « environnementaliste » extrême que les délégués risquent de repousser impitoyablement comme étant hors de propos, ou — et c'est pire encore — en ignorant complètement la conférence.

Robert Allen

La Méditerranée : début d'un sauvetage

Les pays riverains de la Méditerranée se décident enfin à affronter le difficile problème de la pollution qui affecte cette mer. Le 12 février dernier, à Barcelone, en Espagne, une conférence plénipotentiaire réunissant 16 des 18 pays riverains de la Méditerranée a adopté une série de mesures juridiques et autres par lesquelles ils s'engagent à protéger la Méditerranée.

Les instruments légaux adoptés et signés à Barcelone consistent en une convention et deux protocoles. Par la convention, les gouvernements s'engagent à prendre « toutes mesures disponibles » pour réduire et prévenir la pollution provenant des principales sources. Les protocoles spécifient les mesures adoptées comme étant appropriées dans deux cas : le déversement et les cas d'urgence.

Le protocole sur le déversement est plus sévère que la Convention de Londres sur les déversements qui est entrée en vigueur le 30 août de l'année dernière. L'un comme l'autre interdisent le déversement de composés organo-halogènes (comme le DDT), le mercure, le cadmium, les plastiques persistants, le pétrole brut et autres hydrocarbures, et les déchets à haute radioactivité. Le protocole de Barcelone interdit en outre les composés organosilicones, tous les hydrocarbures (le protocole de Londres est plus restrictif), et les matériaux à moyenne ou faible radioactivité.

Le protocole sur les cas d'urgence engage les gouvernements à coopérer en cas d'accidents — surtout lors de déversements de pétrole — et en cas d'accumulation de pétrole ou autres polluants. Parmi les procédures adoptées, il y en a une par laquelle les Etats mettent l'équipement, l'expertise et les facilités nécessaires à la disposition d'un Etat menacé par un danger urgent pour lui permettre de réduire ou d'éliminer ce danger.

Pour renforcer leur lutte contre les déversements de pétrole, les gouvernements se sont mis d'accord pour créer à Malte un centre régional de lutte contre le pétrole, qui aura pour but de recevoir et de transmettre les rapports sur les déversements de pétrole, et si cela s'avère nécessaire, de coordonner les actions entreprises pour y remédier.

La liste de 16 pays représentés à Barcelone témoigne du résultat impressionnant que constitue l'adoption à l'unanimité de ces mesures. Les pays représentés étaient, à partir de Barcelone : l'Espagne, la France, Monaco, l'Italie, Malte, la Yougoslavie, la Grèce, la Turquie, Chypre, la Syrie, le Liban, Israël, l'Égypte, la Lybie, la Tunisie et le Maroc. Il est clair, comme le remarquait M. Peter Thatcher, Directeur de l'Office du PNUE à

Genève et responsable des activités du PNUE pour la Méditerranée, que : « Les dirigeants politiques du bassin méditerranéen ont dépassé les problèmes contemporains qui les divisaient pour assumer collectivement leurs responsabilités envers la protection de leur patrimoine commun. »

Le succès de la conférence est de bon augure pour la réalisation d'un plan d'action ambitieux impliquant la coopération des gouvernements méditerranéens, du PNUE et d'autres organismes sur quatre fronts : la science, la législation, les institutions et la planification.

La planification intéresse particulièrement les conservationnistes. Le PNUE est en train de mettre au point une planification intégrée pour aider les gouvernements à concilier les exigences du développement et la nécessité de protéger et d'améliorer la qualité de l'environnement méditerranéen en vue d'utiliser au mieux ses ressources.

Un grand nombre d'activités actuelles ou futures ont des répercussions (parfois dommageables) sur l'environnement. Ces répercussions sont identifiées et l'on met au point les moyens d'en évaluer la gravité et les mesures qui permettraient de la réduire. Le PNUE collabore étroitement non seulement avec les gouvernements concernés mais aussi avec les sources d'assistance internationale qui, comme la BIRD, financent ces activités.

L'UICN est l'une des nombreuses organisations internationales qui apportent une contribution au plan d'action. Elle aide les pays méditerranéens à identifier les parcs marins et les zones humides méritant une meilleure protection et elle propose des directives pour leur management afin que leur importance pour la pêche, le tourisme et la recherche scientifique, soit maintenue et si possible améliorée. La perspective qui s'offre à moyen terme est celle d'un dispositif institutionnel destiné à maintenir et mettre en valeur une importante ressource commune à l'avantage mutuel des nations qui la partagent. Le plan d'action méditerranéen pourrait bien devenir un modèle pour d'autres groupes de nations qui partagent elles aussi une ressource, comme une mer ou un bassin d'alimentation.

Programme de l'UICN

La suite du rapport sur la progression du programme adopté par la 12^e Assemblée générale est donnée ci-dessous.

Nous aborderons aujourd'hui l'opération Tigre et la campagne en faveur des forêts tropicales humides.

Opération Tigre

L'Opération Tigre fut lancée le 27 septembre 1972 par SAR le Prince des Pays-Bas, président du Fonds mondial pour la nature, comme une campagne devant réunir un million de dollars. La collecte de fonds fut un succès et atteint 1,5 million de dollars. Il y a maintenant des projets en cours en Inde, au Népal, en Indonésie, au Bangladesh et en Thaïlande.

Inde

Projets 1000 et 1002-10, Panthera tigris tigris

Un projet global de six ans intitulé Projet Tigre a été inauguré par le gouvernement le 1^{er} avril 1973, sous la direction d'un ministre, M. Karan Singh, et d'un directeur spécial dirigé par M. K. S. Sankhala, au ministère de l'Agriculture. Le Gouvernement indien a octroyé un montant de 4,5 millions de dollars pendant six ans, tandis que le Fonds mondial pour la nature apportait une contribution complémentaire de un million de dollars.

La première année fut employée à mener des négociations complexes avec les gouvernements d'Etat ayant la responsabilité des forêts et de la faune, et à mettre en place les mécanismes administratifs. Neuf réserves de tigres furent déclarées dans des régions qui sont depuis longtemps des sanctuaires de faune sauvage: Manas (Assam), Palamau (Bihar), Simlipal (Orissa), Corbett (Uttar Pradesh), Ranthambhor (Rajasthan), Kanha (Madhya Pradesh), Melghat (Maharashtra), Bandipur (Karnataka), Sunderbans (Bengale oriental). Il y a 125 autres sanctuaires de taille plus modeste où le tigre est également protégé.

La loi de 1972 sur la protection de la faune sauvage interdit totalement la chasse aux tigres.

Aide de l'UICN et du WWF

Équipement

25 véhicules; 2 canots automobiles pour la réserve de Sunderbans; 2 chameaux avec selles et harnais pour la réserve de Ranthambhor; appareillage complet de liaison radio; appareils photo et projecteurs pour diapositives; fusils; jumelles; livres et périodiques.

Expertise scientifique

Des plans de management détaillés ont été préparés par les autorités indiennes et examinés par deux écologistes de l'UICN, MM. Duncan Poore et Colin Holloway, qui ont passé trois semaines en visites sur le terrain et en consultations avec le personnel indien chargé du projet. Des schémas de surveillance continue de la situation écologique sont mis au point avec le concours de correspondants de l'UICN.

En mars 1976, une étude des progrès enregistrés jusqu'à maintenant dans la réalisation

du projet a été faite par un scientifique indien en collaboration avec le Professeur Paul Leyhausen, Président du groupe des félins de l'UICN, et avec M. Holloway. Ils feront des recommandations pour l'avenir.

En avril 1976, MM. David Mech et Ulysses S. Seal, spécialistes américains de capture et de sédation des animaux et de télémétrie, donneront un cours d'instruction.

Progrès sur le terrain

Les neuf réserves de tigres existaient déjà depuis longtemps en tant que sanctuaires où la faune sauvage était protégée, mais le management n'y était pas très actif. Grâce au Projet Tigre, chaque réserve a maintenant un directeur sur le terrain et un personnel qui sont engagés dans des activités de management aussi bien que de protection.

Les populations de tigres dans les réserves ont augmenté, et la plupart d'entre elles sont probablement près d'atteindre la capacité de charge. Cependant, les réserves n'atteignent qu'un tiers environ du nombre total de 1800 tigres comptés dans le recensement de 1972 dans tout le pays; on peut s'attendre à une réussite globale avec le prochain recensement.

Il semble qu'il y ait un déclin du braconnage, mais la découverte récente de peaux à Delhi et à Calcutta donnent à penser qu'il y a toujours de la contrebande. Le Japon semble être le principal débouché.

Parmi les travaux effectués dans les réserves, il y a eu le déplacement de villages du parc national de Kanha vers d'autres lieux en dehors du parc, ce qui a permis à un grand nombre de cerfs (l'une des principales proies du tigre) de recoloniser les prairies abandonnées. Des tours de surveillance contre les incendies et des postes de gardes ont été construits tandis que des liaisons par radio étaient installées après des études approfondies.

Népal

Projets 1012-14, Panthera t. tigris

Des réserves de tigres ont été créées dans le parc national royal de Chitawan dans la vallée de Rapti, dans la réserve royale de faune sauvage de Karnali et dans la réserve royale de faune sauvage de Sukla Phanta — toutes deux dans l'ouest du Népal. Chitawan est également remarquable pour sa population de quelque 200 rhinocéros unicomés de l'Inde (*Rhinoceros unicornis*), et Sukla Phanta pour ses centaines de cerfs des marais (*Cervus duvauceli*).

Les projets sont dirigés par le Département des parcs nationaux et de la conservation de la faune sauvage du Gouvernement népalais, avec l'assistance d'un personnel technique prévu dans un projet FAO/PNUD.

Des véhicules, des tracteurs et des instruments ont été fournis, ainsi que des fonds pour couvrir les dépenses occasionnées par les postes de gardes et la construction de clôtures. Un projet d'éducation en matière de conservation est également financé.

Travaux scientifiques

Une étude écologique du tigre en ayant recours à la télémétrie (Projet 1051), dirigée par la Smithsonian Institution, en est à sa troisième année. Des colliers radio-émetteurs ont été attachés à des léopards et à des tigres, ce qui permet d'obtenir des données intéressantes sur les déplacements de ces grands félins.

Bangladesh

Projet 1011, Panthera tigris tigris

Ce projet a été lent à démarrer en grande partie à cause de problèmes intérieurs du Bangladesh. Trois petits sanctuaires ont été proposés dans les Sunderbans — grande jungle de mangroves au bord de la baie du Bengale qui compte peut-être encore la plus vaste population discrète de tigres du sous-continent indien. Bien que des opérations forestières aient lieu sous la supervision du gouvernement, il y a peu de personnes installées en permanence dans cette région. Le tigre jouit d'une protection légale.

Indonésie

Projet 1015, Panthera t. sondaica

Une douzaine de tigres de Java seulement survivrait à Meru Betiri dans l'est de Java. Le financement de gardes et de leur équipement a été assuré; une étude écologique est sur le point de commencer.

Projet 1016, Panthera t. sumatrae

D'après une étude effectuée en 1975, il y aurait encore 800 tigres de Sumatra, mais en dépit de la protection légale qui leur est accordée, ils sont abattus au rythme de 100 chaque année. Des propositions ont été faites en vue de créer des réserves.

Projet 1017, Panthera t. balica

Une étude réalisée en 1974 n'a fait que renforcer la crainte que cette sous-espèce est éteinte.

Thaïlande

Projets 1019-20, Panthera t. corbetti

Ce sont deux nouveaux projets inclus au programme de conservation de l'UICN et du WWF pour 1976-77, qui couvrent le tigre de l'Indochine (*P.t. corbetti*) dans le parc national de Khao Yai et dans les réserves de Kha Khaeng, Tung Yai et Salak Pra. Des véhicules, des liaisons par radio et des fonds pour les frais seront fournis.

Turquie

Projet 1021, Panthera t. virgata

Nouvellement inscrit au programme de conservation pour 1976, ce projet étudiera l'état des populations de tigres de la Caspienne (*P.t. virgata*) dans l'est de la Turquie, où plusieurs animaux ont été abattus ces dernières années. Il déterminera également l'état du léopard d'Anatolie (*P.p. tulliana*). Le Département iranien de la conservation environnementale a recherché des tigres de son côté de la frontière, mais ces recherches n'ont pas été concluantes.

Campagne en faveur des forêts tropicales humides

Examen de la conservation des forêts tropicales humides

Nous poursuivons ici le résumé commencé le mois dernier sur les mesures urgentes proposées lors de l'examen de l'état de conservation des forêts tropicales humides en Asie et dans le Pacifique.

6. Philippines

a. En 1972, le *Parks and Wildlife Office* était absorbé par le département forestier et devenait l'une des sept divisions de ce qui est maintenant le *Bureau of Forest Development*. En conséquence, toutes les questions touchant aux parcs et à la vie sauvage sont maintenant subordonnées à la sylviculture. Cette situation est déplorable.

b. Plusieurs problèmes graves se posent pour les parcs nationaux. Leurs limites ne sont pas clairement indiquées, si bien que l'entrée se fait sans restriction et que la chasse et la cueillette des produits forestiers ne sont pas contrôlées. L'agriculture itinérante sur brûlis a pénétré dans la plupart des parcs, même si elle s'est parfois contentée de rester à la périphérie. Certains services gouvernementaux semblent ignorer ce que sont les parcs nationaux et quels sont leurs buts, si l'on en juge par le nombre de communes qu'ils ont officiellement déclarées dans certains parcs, et les concessions d'exploitation du bois qu'ils ont accordées dans d'autres. Il faudrait délimiter et surveiller tous les parcs nationaux et autres régions protégées.

c. A Luzon, le parc national Aurora Memorial (3000 ha) couvre le sommet et les flancs d'une succession de collines orientées d'est en ouest et couvertes de forêts des deux côtés, de 100 m à 600 m. Au sud, les forêts ont été endommagées, mais au nord elles sont encore plus ou moins vierges à perte de vue. Cependant, des deux côtés, des concessions ont été accordées pour l'exploitation du bois jusqu'à la limite du parc. Le responsable forestier du district a récemment proposé l'abattage sélectif jusqu'à 60 m de la route qui traverse le parc dans toute sa longueur, « pour améliorer les peuplements ». Il faut de toute urgence étendre le parc et annuler les licences permettant l'abattage du bois.

d. Avec ses 73 000 ha, le parc national du mont Apo dans le Mindanao a une importance considérable en tant que réserve de flore et de faune de l'important biota que constitue cette région. Il y a là plusieurs animaux endémiques et c'est un centre de concentration des aigles mangeurs de singes (espèce menacée) dont la survie à long terme dépend de l'existence d'une forêt humide suffisamment vaste. Une proposition a été faite récemment, et approuvée par le directeur du *Bureau of Forest Development*, qui tendrait à réduire la superficie du parc à 13 000 ha, et abandonner le reste à l'abattage et à l'établissement humain. La proposition devrait être examinée plus à fond et réfutée en s'appuyant sur de solides arguments.

e. Une concession sur une mine de phosphate a été accordée à Panay dans le parc national de 900 ha de Bulatog-Putian. Il convient d'étudier la portée de la licence.

f. Une vaste zone de forêt diptérocarpe de basse altitude (sans doute sous licence bien que l'abattage du bois n'y ait pas commencé) se trouve à la limite du parc national de St-Paul Underground River qui couvre 3000 ha dans le Palawan. Le parc a un remarquable potentiel pour le tourisme et la conservation, aussi est-il essentiel de l'agrandir au nord afin d'inclure cette forêt.

7. Papouasie-Nouvelle-Guinée

La plus grande partie des terres appartiennent à la communauté locale, même si elles sont inhabitées. En cela, la situation diffère de celle qui prévaut plus à l'ouest, où les terres inhabitées appartiennent à l'Etat; cela a des conséquences importantes pour l'utilisation de la forêt et la mise en valeur des terres. Il n'y a que trois parcs nationaux; il en faudrait plus pour que les diverses formations soient correctement conservées. Cinq nouveaux parcs couvrant les régions les plus importantes ont été proposés.

8. Australie

a. Queensland. Il existe des forêts tropicales humides au nord du 21° de latitude sud dans les montagnes le long de la côte est. La forêt tropicale humide du nord du Queensland est d'intérêt mondial du fait de sa forte concentration de familles et d'espèces primitives, relictives, isolées du point de vue taxonomique. Une bonne partie des forêts de basse et de moyenne altitudes a fait l'objet d'abattages sélectifs pendant près d'un siècle, et seulement près de la moitié des types floristiques sont représentés dans les réserves existantes. La plus grande partie de la terre appartient à la couronne et est considérée comme forêts d'Etat ou réserves de bois.

b. Ile Christmas. Située à 320 km au sud du détroit de la Sonde, cette île est administrée par l'Australie. La forêt humide a été en grande partie détruite par l'exploitation minière, mais il en reste encore des fragments qui sont importants pour la reproduction des oiseaux.

9. Protectorat britannique des îles Solomon

a. *Agathis macrophylla*, arbre endémique des îles Vanikolo et Ndeni (de l'archipel de Santa Cruz) qui a pratiquement disparu de Vanikolo du fait de l'exploitation. Les peuplements de Ndeni sont à leur tour abattus. Il faut de toute urgence conserver une partie représentative de cette forêt.

b. Sur la plupart des îles, les forêts primaires de basse altitude ont été détruites. Kolombangara constitue une exception en ce qu'elle possède une magnifique forêt primaire qui va des abords de la plage jusqu'au sommet — un cratère à plus de 1500 m. Compte tenu de l'exploitation du bois qui existe actuellement, il est recommandé de sélectionner de toute urgence comme réserve de la biosphère la partie de la forêt naturelle qui s'étend de la mer au sommet. Les îles Solomon ont une avifaune très importante. De nombreuses espèces ont évolué en races ou en sous-espèces différentes sur les îles avoisinantes, en particulier sur les îles de New Georgia qui offrent des exemples classiques de spéciation. Kolombangara dispose de la plus riche variété; il est indispensable de conserver une partie substantielle au centre de l'île ainsi qu'un couloir vers la côte afin de disposer d'une région assez vaste pour que toutes les espèces continuent de cohabiter.

c. L'île Rennell est le plus grand récif corallien surélevé qui soit. Il a, compte tenu de sa taille, une faune très abondante et riche en espèces endémiques. Une proposition est actuellement envisagée en vue de l'exploitation de la bauxite et de la couverture forestière pour le bois; cette dernière aurait de graves répercussions sur la faune terrestre et la végétation. Les habitants de Rennell vivent en harmonie avec la forêt qui constitue pour eux une source de nourriture et de matériaux de construction. Il convient de déterminer de toute urgence et avec grand soin le mal qui risquerait d'être fait à long terme si le défrichage intensif de la forêt autorisé.

10. Condominium des Nouvelles-Hébrides

Il n'y a pas de région consacrée à la conservation. Il serait souhaitable de conserver un échantillon adéquat de populations d'*Agathis obtusa*. Avec l'*Agathis macrophylla* que l'on rencontre au nord, sur l'archipel de Santa Cruz, c'est sans doute l'espèce la plus importante de cette famille pour le développement de conifères exploitables en plantations.

11. Fidji

Les forêts montanes sont peut-être adéquatement conservées dans les réserves forestières protectrices et dans les deux parcs nationaux existant actuellement. Les forêts humides de basse altitude et de plaine sont sans doute mal représentées, mais on les retrouve dans les trois nouvelles régions proposées pour la conservation.

12. Thaïlande

La forêt humide sempervirente à l'extrême sud de la péninsule constitue une réserve de bois précieuse. Il est à souhaiter qu'une réserve y soit créée prochainement.

13. Inde

Les formations de forêt tropicale humide sont limitées aux îles Andaman (peut-être aussi aux îles Nicobar), aux contreforts de l'Himalaya dans l'Assam, et à l'étroite ceinture qui entoure les Ghats occidentaux. La conservation dans les îles Andaman a fait l'objet d'une étude distincte dont nous parlerons dans un prochain numéro du *Bulletin*. Il existe en outre un projet d'étude des Ghats occidentaux par l'UICN et le WWF.

14. Sri Lanka

L'exploitation du bois a commencé dernièrement dans la forêt de Sinharaja qui est certainement la seule véritable forêt tropicale humide primaire du pays. Il faut évaluer d'urgence l'état de cette forêt.

15. Autres régions

Bien que des formations de forêt tropicale humide existent en Birmanie et au Bangladesh, aucune recommandation d'action urgente n'a été faite. Nous ne possédons pas suffisamment de données pour pouvoir évaluer l'état des forêts tropicales humides au Cambodge, au Viet-Nam et au Laos.

Le mois prochain, nous aborderons les programmes suivants: Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest et Centrale, Europe du Nord et de l'Ouest, conservation de groupes sélectionnés d'animaux, et conventions internationales.

Nouvelles des membres

« Nouvelles des membres » est une nouvelle rubrique du Bulletin. Elle a pour but de donner aux membres de l'UICN des nouvelles concernant leurs activités respectives. Son succès dépend de la participation des membres, aussi les invitons-nous à envoyer des informations susceptibles d'intéresser les autres membres à: Assistante spéciale pour les questions des membres, UICN, 1110 Morges, Suisse.

44^e Etat membre de l'UICN

Le Gouvernement israélien a notifié à l'UICN son adhésion aux Statuts de l'Union et sa décision de devenir Etat membre de l'Union. Israël devient ainsi le 44^e Etat membre. Le Service de protection environnementale assurera la liaison pour toutes les questions de membres.

Bombay Natural History Society

Fondée en 1883, la Bombay Natural History Society étudie la faune et la flore de l'Inde et des régions orientales. Par des publications, des films, des études sur le terrain et des causeries, la Société continue d'éveiller l'intérêt de l'amateur et du profane pour la nature, et contribue à attirer l'attention des personnalités politiques et du grand public sur la nécessité de comprendre, conserver et mettre en valeur une flore et une faune sauvages riches et variées. Publiée pour la première fois en 1886, la Revue de la Société en est à son 73^e volume sans interruption. C'est un ouvrage de référence indispensable pour qui veut étudier l'histoire naturelle de ces régions.

Depuis sa création, la Société a joué un rôle important dans l'élaboration de lois sur le gibier, la création de sanctuaires et de parcs nationaux, et la préservation d'espèces menacées dans tout le pays. Au cours de ces dernières années, elle a permis, par exemple, de créer le sanctuaire de Keoladeo Ghana, lieu de reproduction de sauvagines indigènes et le refuge hivernal d'une vaste proportion d'oiseaux migrateurs paléarctiques, et sauvegarder le parc national de Borivli, près de Bombay, qui risquait d'être coupé par une autoroute.

Le développement des travaux de la Société dépend largement de l'intérêt et de la participation de naturalistes du monde entier. Il y a des membres de tous les pays, et la Société est ouverte à toutes les personnes qui s'intéressent aux sciences naturelles. La cotisation annuelle des membres—Revue comprise—est de £3.50 (\$8.25); membres à vie: £41.70 (\$100); entrée: £1.40 (\$3.35).

Publications: Pour tous, en anglais, livres sur les oiseaux, les papillons, les poissons et la pêche, les mammifères, les arbres, les plantes grimpantes et les buissons; brochures en anglais et dans les langues locales visant essentiellement à éduquer les enfants et les profanes. Tous les ans, la Revue publie en anglais 3 numéros en un seul volume.

Projets américains à l'étranger

Un comité spécial a été formé par le *American Committee for International Conservation* pour surveiller les projets du gouvernement américain à l'étranger qui risquent d'avoir des répercussions néfastes pour la conservation de la nature.

Les membres de l'Union d'autres pays sont invités à informer le Comité américain, par l'intermédiaire de l'UICN, de tels projets dont ils auraient connaissance, en lui fournissant toutes les informations dont ils disposent.

Par l'intermédiaire des organisations qui lui sont affiliées, le Comité américain s'efforcera aussi d'agir s'il est informé d'activités contraires à la conservation, entreprises par des corporations basées aux Etats-Unis.

Fusion des départements des parcs nationaux et du gibier au Kenya

Le 10 février dernier, le Président du Kenya, M. Jomo Kenyatta, a donné son accord pour un projet de loi sur la faune et la flore sauvages du Kenya (conservation et management). Le 13 février, quand la loi entrera en vigueur, le Département de la conservation et du management de la faune et de la flore sauvages était créé.

Les dispositions institutionnelles du Département sont actuellement à l'étude. En attendant, M. Perez Olindo, Secrétaire permanent du ministère du Tourisme et de la Faune sauvage, et responsable de la nouvelle loi, a été nommé Directeur intérimaire du nouveau département.

Selon M. Perez Olindo, la nouvelle loi est un grand pas en avant en faveur de la cause de la nature sauvage du Kenya. Une base plus ferme a ainsi été établie pour assurer l'avenir des ressources naturelles du Kenya.

Prix Tyler d'écologie

Trois scientifiques éminents, MM. Charles Elton, de l'Université d'Oxford, Rene Dubos, de Rockefeller University et Abel Wolman, de la John Hopkins University, se partageront le troisième prix Tyler d'écologie.

Cette distinction, créée en 1970 par John C. Tyler, est le plus important prix qui soit, dépassant même le prix Nobel. D'un montant de 150.000 dollars non imposable, le prix a été créé pour distinguer « la personne ou l'équipe travaillant à un projet commun dont la réalisation a été reconnue comme la plus bénéfique pour l'humanité dans les domaines de l'écologie et de l'environnement ».

Selon le colonel George C. Bales, Directeur du prix, « la majorité du Comité de sélection a approuvé le partage du prix entre ces trois scientifiques parce que leurs réalisations respectives sont toutes remarquables ».

Tom Harrisson

Tom Harrisson et sa femme Christine ont trouvé la mort dans un accident de la route en Thaïlande le 16 Janvier dernier. Tom revenait de Bornéo où il avait passé la plus grande partie de sa vie professionnelle, pour participer à une réunion du Comité directeur de la Commission du service de sauvetage.

Anthropologue de formation, Tom s'était rendu à Bornéo pour la première fois en 1932 avec une expédition de l'Université d'Oxford. Fondé sur cette première visite, son livre, *Borneo Jungle*, témoigne du naturaliste attentif qu'il était.

Il retourna à Sarawak en 1944 comme major de l'armée britannique, parachuté sur les hauteurs du Kelabit pour organiser la résistance contre les Japonais. Ses exploits lui ont valu le *Distinguished Service Order* — haute distinction militaire britannique. Après la guerre, il fut chargé de l'administration de l'Intérieur, puis fut ethnologue du Gouvernement et conservateur du musée de Sarawak. Il publia de nombreux ouvrages, dont *World Within* et des articles dans *Sarawak Gazette* et *Sarawak Museum Journal*. Ses intérêts étaient très variés, et allaient de la recherche archéologique dans le delta de la rivière Sarawak et dans les grottes de Niah, à la recherche zoologique dans les îles Turtle. En 1959, il reçut le *Order of the British Empire* — haute distinction civile britannique. Il fut chargé des opérations spéciales lors de la rébellion de Brunei en 1962.

Longtemps associé à l'UICN, Tom avait une connaissance approfondie de la faune et de la flore et des peuples de l'Asie du Sud-Est qui le rendait inappréciable. Dans un article paru dans le magazine *Oryx* en 1974, il critiqua sévèrement mais amicalement le volume du *Red Data Book* consacré aux mammifères, en partie pour ce qu'il s'appuyait sur des scientifiques occidentaux pour « découvrir » des données sur des espèces que les indigènes connaissent mieux et depuis plus longtemps. Avec sa première femme, Barbara, il créa le Plan de rétablissement de l'orang-outang patronné par l'UICN, et fit beaucoup pour supprimer le trafic de grands singes. Il fit autorité dans le domaine des tortues marines, et apporta une importante contribution au groupe des tortues marines de la CSS dont il fut co-président avec Archie Carr.

Tom joua un grand rôle dans la création du musée de Brunei dont il devint conservateur, et dans le *Brunei Museum Journal*, pour lequel il rédigea de nombreux articles. Il quitta Bornéo en 1969, mais y retourna tous les ans. En 1973, il reçut du Sultan de Brunei une haute distinction, le Dato.

Après avoir quitté Bornéo, Tom fit des conférences pour le *Cornell University South East Asia Programme*, et devint par la suite professeur à l'Université du Sussex.

Il mena à bien de nombreuses missions spéciales pour l'UICN dans plusieurs parties du monde. L'une d'elles, effectuée aux Philippines avec feu Charles Lindbergh, eut un succès particulièrement remarquable, et obtint le soutien officiel des autorités pour protéger l'aigle mangeur de singes et le tamarao. Au moment de sa mort, il se préparait à retourner aux Philippines pour la Commission du service de sauvetage, pour prendre les dispositions préliminaires en vue d'ériger un mémorial pour le général Lindbergh.

Tom était âgé de 64 ans. Christine et lui ont été incinérés à Wat Tathong, retraite bouddhique située non loin de Bangkok.

Livres

The other energy crisis: firewood

Erik P. Eckholm

22 p., \$1.

The politics and responsibility of the North American breadbasket

Lester R. Brown

43 p., \$2.

Women in politics: a global review

Kathleen Newland

45 p., \$2.

Energy: the case for conservation

Denis Hayes

77 p., \$2.

Worldwatch Papers, respectivement 1, 2, 3, et 4.

Ces essais — les quatre premiers d'une série actuellement publiée par l'Institut Worldwatch — étudient respectivement le bois de chauffage, l'alimentation, les femmes, et l'énergie.

D'après Erik P. Eckholm, un tiers de l'humanité est directement touchée par la rareté du bois de chauffage. Alors que l'offre mondiale de bois diminue, la demande en combustibles fossiles augmente. « Ce qui est malheureux — dit l'auteur — c'est que la quantité de bois brûlé dans un pays donné dépend presque entièrement du nombre de personnes qui l'utilisent ». Ainsi, 99% de la population de Tanzanie et de Gambie, et 97% de celle de Thaïlande utilisent le bois comme principale source de combustibles.

Quand les agriculteurs réduisent la productivité de leur sol en brûlant le fumier animal, comme cela se fait actuellement dans certaines régions, il leur faut soit importer des aliments, soit prélever de la nourriture sur les réserves alimentaires d'urgence. Lester Brown, directeur de *Worldwatch* et auteur du deuxième essai sur la nourriture, indique que les réserves mondiales de céréales ont diminué régulièrement, puis brutalement ces dernières années. Faisant remarquer que le monde devient extraordinairement dépendant de l'Amérique du Nord pour ses produits alimentaires, Brown prône la mise en place d'une politique alimentaire globale. Il admet ingénument que les Etats-Unis et le Canada vont probablement être dans « l'inconfortable position de devoir décider qui aura de la nourriture, et qui n'en n'aura pas ». Brown définit une stratégie globale, et souligne la nécessité de ralentir la surconsommation et l'augmentation de la population.

On ne pâtit pas forcément d'une consommation plus limitée — cela peut même constituer un avantage. Un solide programme de conservation de l'énergie pourrait économiser chaque année des milliards de dollars aux consommateurs. Dans le quatrième essai, Denis Hayes affirme que la moitié du budget américain consacré à l'énergie est du gaspillage. Si les Américains décidaient ne serait-ce que d'augmenter l'efficacité des utilisations actuelles, et utilisaient l'énergie des déchets, leur budget de l'énergie pourrait être réduit de moitié sans changer le niveau de vie de la nation. La Suède, par exemple, utilise environ

un tiers de la chaleur résiduaire des centrales électriques à des fins commerciales. « Les Etats-Unis n'en recyclent pratiquement pas. »

Les quatre essais présentent les recherches les plus actuelles dans leurs domaines respectifs, et les auteurs tirent des conclusions impartiales. Kathleen Newland n'hésite pas à commenter les progrès enregistrés par les femmes en URSS ou en Chine, tandis que Brown attaque l'Union Soviétique pour avoir « violé de façon flagrante » les accords signés en 1974 à la Conférence mondiale des Nations Unies sur l'alimentation. A ignorer la politique globale d'aujourd'hui, on tourne le dos à l'avenir. « La détérioration des systèmes écologiques a une logique qui lui est propre, conclut Eckholm. » Le désastre se prépare, tranquille et invisible pendant des années, jusqu'à ce qu'un jour le système s'effondre, victime d'une vengeance mortelle. Interrogez quiconque ayant vécu dans l'Oklahoma en 1934, ou au Tchad en 1975. »

Ces essais peuvent être obtenus en s'adressant à: Worldwatch Institute, 1776 Massachusetts Avenue, NW, Washington, DC 20036, USA.

E. Kempf

Losing ground: environmental stress and world food prospects.

Erik P. Eckholm

Norton, 223 p., \$3,95

Ce livre est indispensable aux conservationnistes qui travaillent dans les pays en développement, mais aussi à tous ceux qui s'intéressent à l'utilisation des terres et des ressources naturelles, notamment sous les tropiques.

Losing ground a été co-patronné par l'Institut Worldwatch et par le PNUE, et a bénéficié des conseils de personnes faisant autorité dans les sujets traités; l'auteur se réfère de façon détaillée à la littérature existante et à des interviews recueillies sur le terrain. L'ouvrage est sûr, à jour, de lecture très agréable, et constitue une bonne introduction aux problèmes très pressants du déboisement, de la désertification, du mauvais usage des systèmes d'irrigation, et de la conservation des sols.

Le plus grand intérêt de l'étude d'Eckholm réside peut-être en ce qu'elle révèle à quel point les problèmes du monde rural pauvre des pays en développement sont fondamentaux et par conséquent très difficiles à résoudre. L'un des chapitres couvre le même sujet que le premier essai de *Worldwatch* dont il a été question plus haut: le bois de chauffage. Les conservationnistes devraient le lire, ne serait-ce que parce qu'il montre la nécessité de fournir aux populations locales d'autres sources de bois de chauffage pour se chauffer et faire la cuisine, si l'on veut préserver leurs forêts qui disparaissent rapidement, et les autres ressources végétales.

L'interdépendance des montagnes et des plaines et l'importance de conserver les forêts montanes ont été bien traitées, et les chapitres sur la désertification et la dévastation des forêts tropicales humides résument beaucoup de données utiles. Toutefois, c'est dans ces chapitres que se trouve la principale faiblesse du livre: l'absence de toute discussion consistante des solutions concrètes à ces

problèmes environnementaux lancinants. Le lecteur reste sur l'impression déprimante que les terres tropicales et subtropicales sont mal — et excessivement utilisées. Mais il manque une appréciation de l'écodéveloppement ou toute autre idée d'amélioration des perspectives d'avenir pour le milieu rural pauvre.

Peut-être cette appréciation viendra-t-elle de la plume intelligente et féconde de l'équipe de *Worldwatch*? En attendant, il ne faut pas que cette critique empêche le lecteur éventuel d'acheter un livre qui, pour 3,95 dollars, lui sera d'un grand apport.

R. A.

Portraits in the wild: animal behaviour in East Africa

Cynthia Moss

Hamish Hamilton, 363 p. \$5,95 (32 p. d'illustrations en noir et blanc, et 4 en couleurs).

Oh non! Encore un livre populaire sur les mammifères de l'Afrique de l'Est! Et si! Mais cette fois avec une différence: *Portraits in the wild* est un livre scientifique, s'adressant à des scientifiques. Cynthia Moss a passé sept ans et demi, d'abord comme assistante de recherche de Ian Douglas-Hamilton, à travailler sur les éléphants du parc national du lac de Manyara, puis avec d'autres scientifiques à travailler à des projets portant sur d'autres mammifères africains.

Il en est résulté ce livre, impressionnant recueil de chapitres bien écrits et étayés de recherches solides sur l'éléphant, la girafe, le rhinocéros noir, les zèbres, cinq espèces d'antilopes, le babouin, les grands félins (lion guépard et léopard) et l'hyène tachetée. Un livre qui trouve sa place dans toutes les bibliothèques.

World directory of environmental organizations, 2nd edition, 1976

Revu par Thaddeus C. Trzyna et Eugene V. Coan, avec le concours de Judith Ruggles. Sequoia Institute, 228 p., \$18.

La deuxième édition agrandie du *World directory of environmental organizations* est parue en janvier 1976. Revu par le *Sierra Club* (importante organisation américaine de conservation), le livre donne la liste de quelque 3200 organisations — gouvernementales et non-gouvernementales, nationales et internationales — de près de 200 pays. Un guide détaillé permet à l'utilisateur d'identifier les organisations d'après l'intérêt qu'elles portent à des problèmes spécifiques (pollution atmosphérique, désert, faune sauvage...). La deuxième édition comporte deux fois plus d'informations que la première, parue en 1973.

L'ouvrage peut être obtenu en s'adressant à: Sequoia Institute at Claremont, P.O. Box 30, Claremont, California 91711, USA.

Nouvelle publication de l'UICN

L'ouvrage suivant vient de paraître dans la série des Documents occasionnels de l'UICN:

The Distribution of Protected Areas in Relation to the Needs of Biotic Community Conservation in Eastern Africa. Hugh F. Lamprey. Document occasionnel de l'UICN, N° 16, 85 p., US \$5, frais d'envoi compris.

Habitat, conférence sur les établissements humains

Habitat est le nom donné à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains. Ce terme couvre les habitations rurales et urbaines, l'infrastructure et les services qu'elles nécessitent, et les institutions politiques qu'elles créent.

Habitat se déroulera au Canada, à Vancouver (Colombie britannique), du lundi 31 mai au vendredi 2 juin 1976. Des invitations sont actuellement lancées aux 144 membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'aux mouvements de libération reconnus par l'ONU. Environ 2000 délégués officiels sont attendus — plus qu'à toute autre conférence précédente. Il y aura également un forum des ONG, qui seront représentées par plus de 2000 délégués.

Où se situe le problème ?

Habitat orientera l'attention que le monde porte à l'environnement humain vers les lieux où vit la presque totalité des gens: les villages et les villes. C'est là que la crise de l'environnement se fait le plus sentir. Les centres urbains grandissent deux fois plus vite que la population totale, et les grandes villes deux fois plus vite encore. Certaines prévisions donnent à penser que le nombre des personnes vivant en milieu urbain dans les pays en développement va être multiplié par trois et passera de 460 millions en 1970 à 1440 millions vers l'an 2000. Il pourrait alors y avoir des mégapoles de 10 millions d'habitants ou plus autour de villes comme Buenos Aires, Mexico, Bombay, Calcutta et Djakarta.

Il y a aujourd'hui plus de 175 villes d'un million d'habitants ou plus. Ces villes — du moins dans les pays en développement — sont essentiellement formées de taudis. Plus d'un tiers des habitants de Calcutta, Manille, Djakarta, Caracas et Lagos vivent dans des constructions de fortune.

L'exode rural qui aboutit aux bidonvilles est le plus vaste mouvement de l'humanité que l'on ait jamais enregistré. Depuis 1950, 95 millions de personnes ont quitté la campagne pour aller dans les 24 plus grandes villes du monde. D'ici 1985, ce chiffre aura dépassé 130 millions. On peut comparer ce chiffre au nombre total des émigrants d'Europe vers l'Amérique du Nord et du Sud qui, jusqu'en 1940, était inférieur à 40 millions.

L'urbanisation est un phénomène global. Presque partout, la majorité des gens voient dans les villes, pourtant visiblement insatisfaisantes, le seul but vers lequel leurs ambitions personnelles peuvent tendre. Dans le monde

24^e Partie à la Convention sur les espèces menacées

Le 23 mars 1976, la République fédérale d'Allemagne a déposé son instrument de ratification de la Convention sur le commerce international des espèces sauvages de faune et de flore menacées d'extinction. Elle devient ainsi la 24^e partie à la Convention.

Première session de la Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction

La première session de la conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction aura lieu à Berne (Suisse) du 2 au 6 novembre 1976.

Au cours de la session, de nombreux problèmes seront pris en considération. Parmi les principaux, il convient de citer: l'examen des propositions d'amendements aux Annexes I et II, l'application de la convention par chacune des Parties et l'adoption des recommandations devant augmenter l'efficacité de la convention.

Selon les dispositions de la convention, seules les Parties auront droit de vote au cours de la session; les Nations Unies, ses institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que tout Etat non Partie à la convention, pourront être représentés par des observateurs qui auront le droit de participer à la session. D'autre part, tout organisme ou toute institution techniquement qualifiés dans le domaine de la protection, de

la conservation ou de la gestion de la faune et de la flore sauvages pourront être admis à participer à la session, sauf si un tiers au moins des Parties s'y oppose, et à condition qu'ils appartiennent à une des catégories suivantes:

a) organismes ou institutions internationaux, soit gouvernementaux soit non-gouvernementaux, ou organismes ou institutions nationaux gouvernementaux;

b) organismes ou institutions nationaux non-gouvernementaux qui ont été approuvés à cet effet par l'Etat dans lequel ils sont établis.

Les organismes ou institutions intéressés à participer à la première session de la conférence des Parties devraient en informer le secrétariat, auprès de l'UICN, 1110 Morges, Suisse, le plus rapidement possible. Le secrétariat enverra les formules d'inscription et de réservation aux organismes ou institutions intéressés et se tient à leur disposition pour d'autres renseignements.

en développement, les villes allient souvent les taudis avec les installations sanitaires inadéquates et le «smog» industriel du XIX^e siècle, aux villes tentaculaires avec de longues distances à parcourir du domicile au lieu de travail, et les gaz d'échappement des véhicules du XX^e siècle. Bien des grandes villes des pays pauvres ont le quart de leur population au chômage.

On peut dire, alors que le siècle s'achève, que l'humanité est en train de se créer le pire des environnements qu'elle ait jamais eu à endurer.

Y a-t-il des solutions ?

S'il y a des solutions, les gouvernements et les experts qui les conseillent sont de toute façon divisés à leurs propos. La divergence la plus nette se situe entre les partisans du milieu urbain et ceux du milieu rural. Les premiers acceptent la croissance des villes des pays en développement comme inévitable, et estiment que la tâche d'Habitat est de fournir l'infrastructure urbaine qui rendra ces établissements moins intolérables. Les seconds pensent que la vie en milieu rural peut être rendue suffisamment attrayante pour endiguer la migration vers les villes. A la deuxième réunion du Comité préparatoire d'Habitat (New York, 12-23 janvier 1976), l'Amérique Latine et les Etats-Unis se rangèrent du côté des urbanistes, tandis que l'Afrique, la Scandinavie et les Pays-Bas se rangèrent dans l'autre camp. Si l'on juge par ses déclarations publiques, le secrétariat d'Habitat est du côté des urbanistes.

Dans la plupart des pays développés, les modes d'établissement sont aujourd'hui autant de réponses irréflicées à l'industrialisation et à la technologie nouvelle. Les mégapoles se caractérisent par un centre qui se désagrège et des banlieues qui dévorent l'espace et font perdre du temps à leurs habitants. Il en résulte que les plus riches quittent la ville avec leurs biens, alors que les plus défavorisés restent en arrière dans leurs taudis.

Les pays en développement s'efforcent en général d'atteindre un meilleur équilibre.

Habitat sera pour eux l'occasion d'échanger leurs expériences respectives.

L'expérience des sociétés urbanisées, aussi variée qu'elle ait pu être, arrive toujours à la conclusion que les pays en développement devraient éviter le piège des mégapoles, et au contraire, renverser la tendance et adopter une planification active des établissements. La manière dont cela pourra être fait dépend des structures politiques en place. Il n'y a pas d'alternative évidente. Il y a cependant deux solutions largement discutées. Tout d'abord, les centres de marchés régionaux avec de petites industries ont une importance vitale pour l'agriculture des pays en développement; sans une économie rurale saine, les villes continueront leur progression explosive. Ensuite, il faut encourager activement l'économie de «bazar», à petite échelle, tant dans les anciens que dans les nouveaux établissements humains.

De plus amples renseignements sur Habitat peuvent être obtenus auprès de: *United Nations Habitat Secretariat, 485 Lexington Avenue, New York NY 10017, USA.* (Le secrétariat d'Habitat ne se déplacera à Vancouver qu'immédiatement avant la Conférence.) Autre adresse: *NGO Committee for Habitat, P.O. Box 48360, Bentall Centre, Vancouver, British Columbia, Canada.*

Nous remercions *Earthscan* dont le communiqué de presse a permis la rédaction de cet article.

Publication mensuelle de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources bénéficiant de l'appui financier de l'Unesco et du WWF. Subvention de l'UNESCO 1975 DG/2.1/414/43.

Tous les textes peuvent être reproduits sous réserve de mention spéciale. La rédaction serait reconnaissante de recevoir les textes reproduits en deux exemplaires.

Les personnes désireuses de faire paraître des articles dans le bulletin sont priées d'écrire à la rédaction.